

ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRAIRE DE LYON

Année 1964 — N° 20

**NATURE
DE LA PROFESSION VÉTÉRAIRE
FACE A L'ÉVOLUTION
DE L'AGRICULTURE**

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ MIXTE DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 10 Avril 1964

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR-VÉTÉRAIRE

PAR

Monsieur Francis DUGARDIN

Né le 2 Avril 1939 à NOROLLES (Calvados)



Imprimerie Maurice FABRE
14, Rue de la Favorite
LYON

1964

**Nature de la Profession Vétérinaire
face à l'évolution de l'agriculture**

**NATURE
DE LA PROFESSION VÉTÉRAIRE
FACE A L'ÉVOLUTION
DE L'AGRICULTURE**

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ MIXTE DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 10 Avril 1964

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR-VÉTÉRAIRE

PAR

Monsieur Francis DUGARDIN

Né le 2 Avril 1939 à NOROLLES (Calvados)



PERSONNEL ENSEIGNANT

DE L'ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE LYON

Directeur	M. FLORIO
Directeur honoraire	M. JUNG
Directeur honoraire	M. TAPERNOUX
Professeur honoraire	M. CUNY

PROFESSEURS

14 Chaires.

1 ^{re} Pharmacie et Toxicologie.....	MM. TAPERNOUX
2 ^e Anatomie descriptive, Extérieur, Anatomie appliquée.....	BARONE
3 ^e Physiologie, Thérapeutique, Pharmacodynamie	BOST
4 ^e Histologie, Embryologie, Anatomie pathologique.....	LUCAM
5 ^e Hygiène et Industrie des Aliments d'origine animale.....	FLACHAT
6 ^e Zoologie appliquée, Parasitologie externe, Parasitologie interne.....	EUZEBY
7 ^e Pathologie médicale des Equidés et des Carnivores. Législation vétérinaire	FLORIO
8 ^e Pathologie médicale du Bétail et des Animaux de basse-cour	COTTEREAU
9 ^e Technique chirurgicale, Pathologie chirurgicale	COLLET
10 ^e Obstétrique, Pathologie de la Reproduction	BERTRAND
11 ^e Microbiologie, Immunologie, Maladies contagieuses, Police sanitaire.....	JOUBERT
12 ^e Ethnologie, Hygiène, Zootechnie, Economie rurale	FROGET
13 ^e Botanique appliquée, Agronomie, Alimentation.....	JEAN-BLAIN
14 ^e Physique et Chimie biologiques et médicales.	MAGAT

CHEFS DE TRAVAUX

MM. FERNEY, RUCKEBUSCH, Agrégés.
BUSSIÉRAS, CHANTEGRELET, JEAN-BLAIN Claude, LAPRAS,
LE NIHOUANNEN, OUDAR, VAN HAVERBEKE.

ASSISTANTS

MM. BLAVIGNAC, PROY, VÉRINE.

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

Président : M. le Professeur ROCHE, de la Faculté de Médecine.

Premier Assesseur : M. le Professeur COTTEREAU, de l'Ecole Vétérinaire.

Deuxième Assesseur : M. le Professeur FLORIO, de l'Ecole Vétérinaire.

La Faculté de Médecine et l'Ecole Vétérinaire déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation, ni improbation.



EN SOUVENIR DE MA FIANCÉE

A MES PARENTS

A MES FRERES

A MA FAMILLE ET A TOUS MES AMIS

A MONSIEUR LE PROFESSEUR ROCHE

Qui nous a fait le grand honneur
d'accepter la présidence de notre
Jury de Thèse.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR COTTEREAU

Témoignage de notre reconnaissance
et de notre profonde estime.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR FLORIO

Témoignage de notre gratitude et
de notre profond respect.

INTRODUCTION

L'évolution de la condition ouvrière a entraîné avec beaucoup de retard dans son sillage, l'évolution de la condition paysanne. Leurré par la fausse sécurité du marché des années de guerre et d'après-guerre le monde paysan a suivi avec lenteur ce mouvement. Actuellement il prend conscience à son tour des réalités de notre temps : luttant contre un individualisme tenace une jeune élite agricole réussit à promouvoir des réformes indispensables à sa survie, à modifier bien des conceptions ataviques en redonnant vie aux syndicats, en créant des groupements de toute sorte (coopératives, C.U.M.A., C.E.T.A., etc...).

Devant ce bouleversement, le syndicat national des vétérinaires avait décidé d'aborder lors du congrès de Lyon en 1962 le sujet suivant : « L'avenir de la profession vétérinaire devant l'évolution de l'Agriculture ».

Lors de ce congrès, l'auteur du rapport général, le docteur vétérinaire DUPONT, concluait ainsi :

« L'agriculture française en pleine expansion et en voie de modernisation, aura dans les années à venir un besoin accru de techniciens et, en particulier, de vétérinaires. »

Comment est-on parvenu à qualifier le vétérinaire rural du terme de « technicien » ? Le développement brutal des prophylaxies collectives au cours de ces dernières années a amené une transformation totale de l'activité du vétérinaire : d'une part, le praticien ne s'adresse plus seulement à un client isolé, mais à un groupement ou à un organisme professionnel pour déterminer les conditions de son travail, parfois même cet organisme ou ce groupement détermine de sa propre autorité, ces conditions ; d'autre part, l'exécution de ces prophylaxies, codifiée par des règlements accapare de plus en plus le Vétérinaire. A certaines époques de l'année, il y consacre la plus grande partie de son temps à un tel point qu'il apparaît de plus en plus aux yeux de ses clients, comme un « spécialiste de la seringue ».

Mais alors la question suivante peut être posée : « Le vétérinaire rural est-il devenu un technicien ou reste-t-il le médecin des Animaux ? ».

C'est ce que nous essayerons d'élucider :

Tout d'abord, nous étudierons brièvement l'évolution de la profession vétérinaire depuis la fondation des écoles. Dans une première partie, nous verrons quels sont les traits communs que peuvent présenter la profession de technicien et la profession vétérinaire ; dans une deuxième partie nous verrons en quoi cette dernière s'apparente à une profession libérale.

La troisième partie consistera à énoncer notre point de vue personnel pour l'avenir, compte tenu des projets du Marché commun, des directives générales du quatrième plan.

EVOLUTION DE LA PROFESSION VETERINAIRE

DEPUIS 1762

Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, l'art vétérinaire, en sommeil depuis le V^e siècle, a vécu sans doctrines et sans docteurs. L'incompétence des personnes auxquelles il avait été abandonné, avait attiré sur lui le mépris. Lorsque sévissaient des épizooties animales, l'administration s'adressait alors aux médecins. Quelques projets de réglementation sanitaire avaient été élaborés mais ils n'étaient pas mis en application ; en effet, les agents d'exécution faisaient défaut.

Il faudra plus d'un siècle pour que la médecine Vétérinaire conquiert, non sans lutter, sa place, dans la science et la société.

Lorsque BOURGELAT obtint du roi Louis XV des crédits et la permission de transformer l'Académie d'équitation de Lyon en école d'enseignement vétérinaire, il désirait non seulement qu'il y soit dispensé une instruction professionnelle mais aussi que « les portes de l'école soient ouvertes sans cesse, à tous ceux qui, chargés par état de veiller à la conservation des hommes, auront acquis, par le nom qu'ils se seront fait, le droit de venir interroger la nature, de chercher des analogies et vérifier des idées dont la confirmation ne peut qu'être utile à l'espèce humaine ».

De son côté, le roi en accordant son autorisation et des subventions espère stimuler des recherches pour prévenir ou arrêter les épidémies ou maladies qui décimaient périodiquement sa cavalerie. En fait, tout le cheptel français allait profiter de cette initiative.

Obéissant par nécessité ou par conviction aux injonctions de LAFOSSE, BOURGELAT donne à la forge et à la maréchalerie une place prédominante, dès la création de son enseignement. Il recrute pour son école « des enfants du commun, des fils de maréchaux honnêtes et qui sachent lire et écrire ». Il précise même à PÉAU, récent directeur de l'Académie Vétérinaire de Lyon :

« Nous ne recevons que des gens destinés à la maréchalerie et tous ceux qui entrent à l'Ecole sont mis pour tout travail à la forge jusqu'à ce qu'ils soient devenus très forts en cette partie. Point de médecin, point de chirurgien. »

Cette orientation, dès la fondation des écoles laissera une empreinte longtemps néfaste pour notre profession. Sorti de l'« Ecole pour le traitement des bestiaux » l'artiste vétérinaire ne jouit évidemment d'aucune considération auprès de l'opinion publique ; il est mis au même rang que les empiriques, les maréchaux.

La plupart des vétérinaires sont retenus par le service des armées. Dans les régiments montés dans lesquels ils sont engagés en grande partie « les cavaliers sortis de l'école, à leur retour au corps reçoivent le grade de maréchal des logis. Officiers et sous-officiers, experts en hippiatrique dirigent les traitements ».

Face aux empiriques, maréchaux plus ou moins spécialisés dans le traitement des chevaux, bergers traitant les moutons et les chèvres, accoucheurs et châtres, les premiers vétérinaires civils renoncent à s'établir dans les campagnes. Peu nombreux, ils se groupent alors dans les villes où d'importantes écuries constituent l'objet de leur

clientèle. Ils se créent des situations acceptables grâce à la supériorité de leurs connaissances sur les maréchaux-ferrants formés par apprentissage.

NAPOLÉON lors de la désastreuse campagne de Russie, déplore l'absence d'organisations sanitaires ; il prévoit alors des institutions départementales qui permettent aux préfets d'appointer un vétérinaire au titre de conseiller pour la prophylaxie des maladies épizootiques (premières esquisses de l'organisation présente).

D'autre part, les services de l'Etat ne peuvent recourir désormais qu'aux services de praticiens diplômés.

Pour tenter de valoriser les diplômes, en 1813 est promulgué un décret qui divise les écoles impériales en deux classes : celle d'Alfort est seule réputée de première classe. De plus, deux classes de professionnels sont créées : les maréchaux-vétérinaires feront trois années d'études ; les médecins-vétérinaires cinq années ; seule l'école d'Alfort admettra les élèves-médecins.

Par la suite, l'ordonnance royale du 25 septembre 1825 rétablit l'égalité des écoles et prévoit l'attribution d'un seul diplôme.

Le faible nombre des Vétérinaires ne suffit pas aux besoins des campagnes où cependant quelques-uns se mêlent à la masse des empiriques. Les administrations successives ne peuvent favoriser notre profession et stimuler des vocations qu'en maintenant très bas le niveau d'instruction exigé pour être admis dans les Ecoles.

Par contre, les enseignants, les directeurs d'écoles orientent tous leurs efforts pour réaliser une véritable élévation professionnelle ; ils désirent que leurs futurs élèves soient mieux préparer à recevoir une formation scientifique et médicale, c'est-à-dire qu'ils soient au moins bachelier. RENAULT, directeur d'Alfort, veut même que l'enseignement vétérinaire soit assimilé à celui des facultés de médecine.

Il a fallu attendre la fin du XIX^e siècle pour que quatre événements concomitants élèvent notre profession au rang qui lui revient.

— La loi du 31 juillet 1881 réserve l'exercice de la médecine vétérinaire dans les maladies contagieuses aux seuls vétérinaires.

— Le décret du 18 février 1887 exige le diplôme de baccalauréat pour entrer aux écoles vétérinaires.

— Les découvertes de PASTEUR apportent une aide aussi puissante qu'imprévue ; en effet, les maladies animales bénéficient les premières des vaccinations et les vétérinaires en sont les premiers apôtres.

— Les écoles possèdent des maîtres éminents très connus dans le monde scientifique. « Il est certain, a déclaré PASTEUR lors d'un congrès national de vétérinaires, que depuis quelques années votre profession s'est élevée dans l'estime publique. J'ai la conviction que cette estime vous est acquise pour la plus grande part, grâce aux travaux des BOULEY, des CHAUVEAU, des ARLOING, des TOUSSAINT, des COLIN, des TRASBOT, des NOCARD. L'honneur qu'ils acquièrent rejaillit sur vous tous... croyez-moi, messieurs, le secret pour donner à votre profession la place qu'elle mérite est d'avoir à sa tête une élite de professeurs et de savants ».

A partir de 1923, est institué le diplôme de Docteur vétérinaire, diplôme décerné après soutenance de thèse. Plus instruit, mieux éduqué, le Vétérinaire s'élève dans la considération publique. Son titre lui accorde désormais une place dans la société et il ne rencontre plus les préventions d'autrefois. De très nombreux praticiens acquièrent une situation sociale privilégiée.

Dans le service armé, le vétérinaire militaire peut obtenir le grade d'officier supérieur.

Pour interdire l'établissement de nouveaux empiriques, la loi du 17 juin 1938 est promulguée. La loi du 8 février concernant la détention et l'utilisation de produits microbiens et organiques n'autorise que les pharmaciens et les Vétérinaires à les détenir.

De plus, le besoin d'une administration interne de la profession conduit à la création d'un syndicat en 1920 et de l'Ordre des Vétérinaires en 1942. De 1942 à 1947 le syndicat est supprimé. La loi du 20 août 1947 le rétablit.

Prenant conscience de l'importance des services rendus par les vétérinaires, les divers gouvernements se sont décidés à protéger notre profession par ces textes législatifs et lui ont décerné des privilèges d'autonomie et d'indépendance : l'ascension de la profession Vétérinaire s'est aussi réalisée dans un contexte libéral et individualiste, incitant chaque Vétérinaire à se faire seul, une situation sociale intéressante, à se créer une clientèle qu'il considérera comme un bien à protéger contre les concurrents et contre la société.

Entrée dans le XX^e siècle, sous d'heureux auspices, la profession porte en elle des germes de destruction : tendance à la sclérose, au protectionnisme, défense obstinée de privilèges acquis. Si elle a continué à progresser sur le plan médical, la profession par son organisation, par sa structure, s'est surtout attachée à maintenir, à protéger sa situation sociale.

Pendant ce temps, l'Agriculture a évolué sans que la profession ait pris à temps une orientation adaptée des besoins nouveaux, à des situations nouvelles comme la mise en application de l'insémination artificielle, ou l'organisation des diverses prophylaxies collectives.

PREMIERE PARTIE

LA PROFESSION VETERINAIRE EST-ELLE UNE PROFESSION DE TECHNICIEN ?

A. — Définition de « Technicien »

Etymologiquement « technicien » provient évidemment du mot « Technique » ; Technique a pour racine le verbe souscrit « Twas K » ou « T à KsK » agir. Dans la langue grecque, « T e x T w » signifie « je travaille manuellement ». Le sens ancien de travail manuel s'est estompé au cours des siècles pour se restreindre au sens de « travail bien déterminé, fixé par des règles données ».

En effet, le progrès du monde moderne, le développement de l'automation entraîne la diminution progressive du nombre d'emplois « ouvrier manœuvre » et exigent la création de fonctions très diverses et en même temps très spécialisées : la production d'énergie à partir de la fission des atomes nécessite la présence à la fois d'électromécaniciens, chimiste, physicien, physico-chimiste, biochi-

miste, radiochimiste, thermodynamicien, conducteur de piles, en plus surveillants, décontaminateurs et contrôleurs de pile qui assurent la protection contre les radiations.

Pour désigner ces nouveaux genres d'emplois, un mot nouveau a dû être créé « technicien ».

Dans l'édition 1875 de l'Encyclopédie Larousse, ce terme ne figure pas. Une édition récente donne une définition peu explicite du mot : « Technicien » Personne versée dans la pratique d'un art ».

Le « Dictionary of the English language » de FUNK et WIGNALLS précise mieux ce terme international : « Le technicien est quelqu'un d'expérimenté dans la manipulation d'instruments ou dans l'exécution de travaux exigeant une éducation spécialisée ».

Enfin un administrateur de société industrielle concevait le technicien comme « l'auxiliaire de l'ingénieur, en général spécialisé dans un cadre bien précisé et dans des fonctions bien déterminées en raison de sa formation ou de son expérience antérieures ».

D'après ces définitions, il est clair que le mot technicien « est employé de façon impropre dans l'expression « Technicien agricole ». La profession « technicien agricole » désigne actuellement des conseillers d'élevages, des vulgarisateurs auprès des exploitants agricoles, et non des spécialistes dans l'exécution d'un travail très déterminé.

B. — Caractéristiques de la Profession « Technicien »

A travers les essais précédents de définition, se dégagent trois actions importantes :

1° Formation :

Pour devenir technicien, deux voies sont ouvertes :

a) La promotion sociale : un excellent ouvrier spécialisé peut améliorer ses connaissances professionnelles en

s'appliquant particulièrement à perfectionner son travail quotidien et en assistant à des cours spéciaux prévus en dehors des heures de travail.

Parvenu à un degré donné de perfectionnement, il sera promu au rang des techniciens.

b) Les études scolaires : Elles comprennent dans une forte proportion, l'exécution de Travaux pratiques. Après le brevet d'Etudes du premier cycle (B.E.P.C.) ou après le certificat d'études primaires, deux à cinq années d'études hautement spécialisées sont nécessaires ; après le baccalauréat technique, une à deux années seulement.

L'examen des programmes suivis montre que le jeune n'acquiert pas une culture, une formation générale concernant son futur métier mais que dès le départ, il est préparé à la fonction qu'il aura à remplir.

2° Rôle et fonction :

Le technicien thermicien par exemple est chargé d'assurer quotidiennement avec les gazogènes le début et la qualité du gaz optima pour la marche des fours, de maintenir le débit de vapeur d'une chaudière à une pression donnée, tout en suivant les variations de la demande. Pour le remplacer dans son travail, il faut s'adresser nécessairement à quelqu'un qui est détenteur du même brevet ou du même diplôme.

Par sa formation, par les connaissances qu'il a acquises, le technicien est appelé à accomplir un travail très spécialisé, il remplit une fonction bien déterminée. En principe il connaît à fond la technique de montage et démontage des machines ou des instruments qui lui sont confiés, ainsi que leur mécanisme de fonctionnement.

Le technicien est un spécialiste dans un domaine bien déterminé, bien particulier. Sa compétence très perfectionnée est cependant très limitée.

3° Responsabilité et position sociale :

Au cours de son travail, le technicien n'agit pas toujours selon sa propre initiative ; il doit suivre les directives d'un ingénieur ou de son directeur. Il peut avoir des ouvriers à commander mais il exécute ou fait exécuter les consignes données par son supérieur.

Ce n'est donc pas un travailleur indépendant. S'il vient à commettre une faute ou une erreur, son employeur partage avec lui, la responsabilité de cet acte : la responsabilité du technicien est partielle.

Pour le travail qu'il fournit, son employeur lui doit un salaire selon le tarif syndical. Employeur et employé doivent respecter des conventions, des lois sociales et sont liés l'un à l'autre par un contrat de travail.

Après avoir dégagé les traits caractéristiques de la profession de technicien, voyons maintenant comment la profession vétérinaire peut en être rapprochée.

C. — En quoi le Vétérinaire peut-il être un technicien ?

Considérons successivement quelques activités du praticien.

En chirurgie de la même façon que le mécanicien réparateur connaît les pièces de certains moteurs et les procédés de démontage, le praticien sait, d'après les connaissances acquises en anatomie que, par exemple, dans la région du bord postérieur du rein, se placent les ovaires, chez la chatte.

Pour opérer, le praticien suit une technique opératoire rigoureuse établie grâce à de très nombreuses expérimentations antérieures. Ce don essentiel du chirurgien peut sembler résider dans l'observation la plus exacte possible des techniques que de grands maîtres ont mises au point. C'est ce que LAFOSSE résumait ainsi.

« La base du chirurgien Vétérinaire est la ferrure. Il n'est absolument pas nécessaire qu'il possède la fine anatomie ; il suffit qu'il sache ce qui peut être coupé ou non... Tout le reste est inutile. »

Devant un animal malade, le Vétérinaire peut-il agir comme un technicien ?

Soit une vache âgée forte laitière présumée atteinte de fièvre vitulaire. Le plus souvent, le propriétaire aura porté le diagnostic avant l'arrivée du clinicien. Selon l'avis de certains observateurs superficiels, ce dernier n'aura plus qu'à se diriger vers sa pharmacie ambulante pour prendre quelque flacon « antivitulaire » et l'injecter dans une veine jugulaire ; s'il est consciencieux, avant d'administrer le traitement, il observera l'animal en suivant la technique classique d'inspection, notera les symptômes frappants, puis se fondant sur la liste des symptômes propres à chaque entité morbide, il sera amené automatiquement au diagnostic, et par voie de conséquence au traitement.

Conçue de cette façon, l'activité médicale peut alors être rapprochée de celle de technicien ; il en est de même pour l'inspection des viandes, où technique d'inspection, motifs de saisie, sanctions à prendre sont codifiés par des textes réglementaires.

Lors de l'exécution des Prophylaxies, le Vétérinaire présente, au plus haut point, les aspects d'un technicien : dans la lutte contre la fièvre aphteuse, l'injection hypodermique de la dose du vaccin, le relevé de la plaque d'identification ne nécessitent pas une connaissance approfondie de la biologie animale. La même remarque peut être faite à propos de l'injection intradermique de tuberculine. Quant à l'interprétation des résultats, apparemment aucune difficulté majeure : l'épaisseur du pli cutané au niveau de l'injection a-t-elle doublé, se présente-t-il une croûte ou un suintement léger jaune citrin, ou encore y

a-t-il une réaction lymphatique ? oui : donc tuberculination positive. Non : résultat négatif.

Comme le technicien dépend d'un supérieur, le Vétérinaire sanitaire dépend du directeur des services départementaux. Par ailleurs avec des groupements professionnels agricoles, il est lié par un contrat de travail pour l'exécution des prophylaxies. Dans ce travail, sa responsabilité est peu engagée : le bovin épuisé par la tuberculose ne réagissant pas à l'épreuve de tuberculination vient-il d'être saisi en totalité ou partiellement après abattage ? Le Vétérinaire sanitaire ne peut être tenu pour responsable. Il en est de même lors de mort ou d'accidents survenus à la suite d'injection de vaccin.

Le Vétérinaire dans son activité professionnelle dans certains modes de rémunération semble donc présenter bien des critères propres au technicien.

Mais une prophylaxie bien menée consiste-t-elle uniquement en la répétition d'injections ; serait-elle bien assainie, l'étable où tous les réagissants à la tuberculination ont été éliminés mais où persiste un animal cachectique dangereux porteur de lésions ouvertes de tuberculose ?

L'art médical, ainsi que la chirurgie peuvent-ils être être contenus dans de simples catalogues de formules et de techniques ?

DEUXIEME PARTIE

LA PROFESSION VETERINAIRE EST-ELLE UNE PROFESSION LIBERALE ?

Le développement des moyens techniques et économiques, la complexité croissante des rapports humains dépassent les possibilités des individus qui éprouvait alors le besoin de se grouper dans des organismes divers ou de se rattacher pour assurer leur sécurité, à un organisme puissant.

Le développement de la vie collective, la multiplication des organisations entraînent une intervention plus grande de l'Etat sous forme de prévisions, de plans, de contrôle, d'arbitrage...

De cette vie collective devenue nécessaire découle la disparition de certaines prérogatives individuelles, privièges de certaines professions libérales : lors de l'avènement et de la mise en place de la Sécurité sociale, le corps médical a perdu bien des prérogatives d'indépendance. L'établissement des prophylaxies obligatoires et collectives pour préserver le cheptel français nous amène

à nous poser le problème suivant : « La profession Vétérinaire rurale » reste-t-elle une profession libérale ?

Avant de commencer cette étude nous définirons ce qu'il faut entendre par le terme « Profession libérale ».

I. — Définitions de « Profession libérale »

Dès qu'il s'agit de définitions, la coutume est de s'adresser à de volumineux dictionnaires. Le dictionnaire Robert se distingue par sa concision. « Profession de caractère intellectuel que l'on exerce librement ou sous le seul contrôle d'un organisme professionnel ».

L'édition de 1959 de l'Encyclopédie Larousse est un peu plus prolixe : « Profession ayant pour but, un travail intellectuel sans qu'aucun bien de subordination ne soit relevé entre celui pour le compte de qui il est effectué et celui qui l'effectue, et dont la rémunération ne revêt en principe aucun caractère spéculatif ».

Le Président de l'Union fédérale des Professions libérales d'Allemagne, Max HORN, a donné une définition plus complète.

« Les membres des professions libérales sont des travailleurs intellectuels qui exercent leur profession en toute indépendance morale et matérielle. Ils ne sont liés par aucune directive. Ils ne doivent pas s'incliner devant les exigences tant de l'administration que de leurs clients qui ne seraient pas compatibles avec leur conscience et leur honneur professionnels. Ils supportent seuls, le risque inhérent à leur travail et personne ne peut se substituer à eux. »

Etudions maintenant avec détail les principales notions caractéristiques qui peuvent être dégagées de ces différentes définitions.

1° Notion d'indépendance :

Ce qui attirent beaucoup le jeune dans son choix d'une profession libérale, c'est son aspect d'indépendance. Le professionnel en effet, jouit d'une liberté très appréciée : il ne subit aucun ordre, ne dépend d'aucun supérieur, établit lui-même ses plans de travail. Les clients de leur côté, sont libres lorsqu'ils le choisissent. Si les propositions de travail excèdent ses capacités, il peut selon sa convenance, soit se faire aider par des employés ou des assistants, soit prévenir les demandeurs qu'il ne pourra pas satisfaire les services qui lui sont demandés.

2° Notion d'activité intellectuelle :

Avant d'exercer une profession libérale, besoin est d'acquérir un important bagage de connaissances et surtout d'apprendre à travailler avec son intelligence.

Après obtention des diplômes de bachelier, le jeune entre dans une école ou une faculté pour suivre au minimum quatre années d'enseignement supérieur. Là, il apprend à raisonner, à réfléchir, à faire œuvre personnelle pour pouvoir exercer son futur métier.

L'exercice même d'une profession libérale exige constamment l'intervention, l'activité de l'intelligence pour résoudre les problèmes qui sont posés. Le jour d'agir seul, le jeune avocat par exemple doit s'efforcer de retrouver et de rassembler les éléments de la législation et de la jurisprudence concernant la cause qui lui a été confiée. A l'audience, faisant appel à ses notions de psychologie et à son talent d'orateur, il recherchera à présenter ces textes, aux juges et jurés de la façon la plus favorable à son client. Par la suite, cet avocat peut perfectionner ses connaissances lors d'échanges avec d'autres confrères, par le travail en équipe qui fait remettre en cause des conceptions personnelles, par des sessions, des congrès professionnels.

3° Notion de confiance :

z

Quand un individu se trouve dans une situation extraordinaire, quand il a à résoudre un problème en dehors de ses compétences, il fait appel au service d'un professionnel auquel il fera totalement confiance. Il est normal que ce professionnel doive chercher moins à profiter qu'à l'aider. Aussi agira-t-il selon sa conscience et son honneur. Ce n'est que, s'il vient à manquer de façon flagrante à son devoir, que le conseil de l'Ordre lui infligera une sanction publique.

C'est au professeur Jean SABATIER que nous devons d'avoir mis aussi clairement en évidence ce caractère original de la profession libérale. Il a écrit à son propos :

« Elle est essentiellement caractérisée par la relation profonde qui unit le professionnel aux personnes qui s'adressent à lui ; le client confie sa personne, ses intérêts les plus intimes. En échange il demande au professionnel beaucoup plus qu'un service impersonnel, il lui demande de s'engager lui aussi, avec toute sa personnalité et toutes ses qualités, non seulement techniques mais morales. La caractéristique essentielle de la profession libérale est dans la nature de la mission qui lui est confiée par ses clients. »

4° Notion de la responsabilité :

Lorsqu'il prend en charge les intérêts de son client, le membre d'une profession libérale s'engage personnellement dans chacun de ses actes.

A l'inverse du salarié, il a l'initiative totale de son comportement ; en conséquence, il endosse, seul, la responsabilité de ses actes : si une personne est lésée par une faute ou une erreur qu'il a commise, elle a le droit de lui réclamer des indemnités ou réparations.

5° Notions d'honoraires :

Une fois accomplie, la mission qui lui a été confiée, comment le membre d'une profession libérale peut-il se faire rémunérer ? Il n'est ni salarié ni commerçant. Il reçoit des honoraires. A leur origine, les honoraires étaient un don libre du client en reconnaissance d'un service rendu. Ils étaient et devraient être encore la manifestation sans qu'elle puisse être mesurée de la dette contractée par le client pour un service qui ne peut être estimé : retour à l'état de santé, défense des droits d'un individu devant le tribunal.

Par la suite, pour éviter certains excès de la part de ses membres, chaque profession libérale a été contrainte de déterminer un tarif minimum. Le sens original des honoraires a été alors déformé et même détruit pour être figé dans des barèmes et des chiffres. Il n'en demeure pas moins que les honoraires sont un des aspects particuliers qui appartiennent en propre aux professions libérales. Ils ne se retrouvent dans aucune autre profession.

Après avoir mis en évidence les caractères qui définissent les professions libérales, considérons maintenant la profession « Vétérinaire rurale » pour savoir si elle présente tous ces caractères que nous venons d'étudier.

II. — Le Vétérinaire rural est-il membre d'une profession libérale ?

Pour répondre à cette question, nous prendrons un à un, dans le même ordre que précédemment, les divers traits caractéristiques des professions libérales.

1° Dans l'organisation présente de l'agriculture française, le vétérinaire est encore, malgré les réglementations des programmes de prophylaxie, un travailleur indépendant : tout d'abord, pour s'établir, il peut choisir la

région qu'il préfère (l'obtention de l'assentiment de l'Ordre n'est le plus souvent qu'une formalité). S'il le juge nécessaire, il se délimite un rayon d'action, selon ses conceptions personnelles, il se constitue un ensemble d'instruments chirurgicaux et de produits pharmaceutiques ; en dehors des cas urgents, le praticien n'est assujéti à aucune exigence d'horaire ; il organise son travail comme il le désire ; la durée, l'époque de ses vacances sont fixées selon sa convenance.

2° Si le praticien tient à préserver jusqu'alors, le respect absolu de son indépendance, le client de son côté, entend garder le libre choix de son praticien. En effet, la notion de confiance est capitale dans le rapport avec le client. Ainsi, ce dernier n'hésitera pas, malgré le montant des indemnités kilométriques à appeler un Vétérinaire éloigné, pour que son animal reçoive les soins de celui qu'il a jugé le plus compétent et le seul capable d'assurer la guérison. Avec ce praticien, il est sûr que la meilleure solution sera trouvée ; lors des visites précédentes il a pu apprécier la valeur de son diagnostic et l'efficacité du traitement prescrit. « En toute confiance le client remet son animal malade entre les mains du Vétérinaire qui a fait preuve selon lui d'une grande valeur ».

3° L'activité du Vétérinaire est une activité essentiellement intellectuelle.

En premier lieu, considérons la formation du futur praticien. Pour être admis à une école vétérinaire, le jeune bachelier doit réussir à un concours d'entrée, concours d'un niveau au moins égal à celui d'un certificat de Sciences, le Certificat de Sciences physiques, chimie, histoire naturelle (S.P.C.N.). Devenu disciple de BOURGELAT, il doit assimiler un éventail très large de connaissances concernant la biologie animale. La préoccupation majeure des professeurs est de former leurs élèves de telle sorte qu'ils ne soient pas des registres vivants de formules ou de procédés, mais des cliniciens, des chercheurs aptes à compren-

dre la complexité des phénomènes biologiques normaux ou pathologiques, qui seront soumis, plus tard à leur investigation. Des examens annuels où une note inférieure à dix, dans quelque matière enseignée que ce soit, est éliminatoire, amènent l'étudiant à ne pas négliger une partie de l'enseignement qui pourrait lui paraître dénuée de tout intérêt pour son futur travail.

Ces examens l'empêchent également de se spécialiser trop prématurément dans une branche qu'il aurait déjà choisie et lui permettent d'avoir une connaissance générale de la Science Vétérinaire. Une fois accompli cet enseignement supérieur, le jeune Vétérinaire peut à ce moment seulement, se perfectionner dans un domaine particulier, grâce à des cours de spécialisation.

Le moment venu de mettre en application ses connaissances, le jeune vétérinaire devra au préalable, avoir soutenu devant une faculté de médecine, une thèse de doctorat, œuvre personnelle d'expérimentation, de recherche ou de réflexion.

Par la suite, dans son exercice, l'activité vétérinaire exige à tout instant l'activité de l'intelligence. Dans la pratique de la médecine, le sens critique, le souci de porter un diagnostic étiologique précis ne peuvent laisser l'esprit en repos. En présence d'un animal malade, en vertu du principe que deux cas ne sont jamais absolument identiques, le clinicien mène d'abord une enquête auprès de l'éleveur pour faire apparaître par des questions judicieuses des faits caractéristiques concernant la pathologie antérieure du patient, tout en faisant éventuellement des réserves sur le don d'observation de certains éleveurs. Après avoir rassemblé tous les symptômes particuliers révélés par une observation clinique détaillée, le praticien envisage toutes les hypothèses valables. Par réflexion, par raisonnement, il les élimine une à une ou aboutit directement au diagnostic exact. Le plus souvent, il se fait aider, dans ses investigations par des analyses, des prélèvements pour déceler l'étiologie précise.

Le traitement tiendra compte des susceptibilités d'espèces de race, des phénomènes d'idiosyncrasie. En même temps que l'efficiencie, le praticien recherchera le prix de revient minimum. De plus, s'il s'aperçoit que l'éleveur ne dispose pas d'aides, ou qu'il a tendance à être négligent, il s'efforcera de ne pas prescrire un traitement long et accaparant.

Pour éviter le retour du même cas pathologique, dans l'exploitation, il appliquera, s'il y a lieu, les méthodes de prophylaxie médicale et il indiquera au propriétaire, en des termes adaptés à l'interlocuteur, comment il pourra procéder à l'avenir pour écarter le retour de cet accident, comment il pourra améliorer avec les moyens dont il dispose, l'état général de son cheptel.

Dans l'exercice de la chirurgie, l'activité du Vétérinaire ne peut pas se borner à la simple mise en application de techniques opératoires : avant d'intervenir chirurgicalement, il faut porter un diagnostic très précis de l'affection en cause ; après avoir envisagé si l'intervention chirurgicale était rentable du point de vue économique ; il apprécie l'état général du patient pour déterminer quel sera le procédé d'anesthésie le mieux adapté au cas présent, et si le malade est capable de supporter le choc opératoire.

Au cours de l'intervention même tout en surveillant le degré d'anesthésie, le vétérinaire doit être prêt à faire face à toute éventualité que ce soit la faible constitution ou la position anormale de certains organes ou encore l'absence ou la défaillance d'un assistant.

Le travail du Vétérinaire, même lorsqu'il se cantonne à la répétition de certains gestes, à l'exécution de technique, reste cependant avant tout une activité d'ordre intellectuel où l'intelligence, le jugement sont continuellement en éveil.

4° Le domaine de la responsabilité du Vétérinaire est très étendu. Le Docteur Vétérinaire, par le diplôme qu'il possède et qui sanctionne ses études, possède une capacité professionnelle qui le recommande à la confiance des propriétaires d'animaux. Si ses connaissances insuffisantes sont la cause d'un dommage de même que l'inobservation de règles définitivement entrées dans le domaine de la science, en un mot, s'il vient à commettre une faute professionnelle, sa responsabilité est engagée. Lorsqu'il commet une faute de droit commun, il s'agit alors de la responsabilité civile.

Il répond en plus, des personnes, des aides, des remplaçants qu'il a à son service ; enfin le Vétérinaire qui transgresse des textes réglementaires se voit traduire devant des tribunaux répressifs en vertu de la responsabilité pénale.

A tout instant, le praticien endosse la pleine responsabilité de chacun de ses actes.

5° Après avoir bénéficié des soins médicaux pour son élevage, après avoir profité des conseils de son vétérinaire, le paysan retrouve parfois le sens premier des honoraires, lorsqu'en signe de reconnaissance, il offre un des meilleurs produits de son exploitation, à son vétérinaire. Le syndicat, probablement pour éviter la concurrence et pour sauvegarder la dignité de la profession, a établi des tarifs d'honoraires suivant le risque encouru, l'importance du capital mis en jeu, l'importance de l'activité déployée pour réaliser le service demandé.

La profession Vétérinaire est donc une profession libérale puisqu'elle en présente les critères en dehors des directives des prophylaxies collectives.

Mais en présence de l'évolution étonnante de l'agriculture, n'est-elle pas appelée à modifier certaines parties de sa structure ancienne, peut-être même à perdre certains privilèges individuels pour revêtir un aspect nouveau aussi profitable pour l'élevage moderne français que pour l'ensemble des Vétérinaires ruraux ?

TROISIEME PARTIE

L'AVENIR DE LA PROFESSION VETERINAIRE

Evolution ou révolution agricole ? Du moins et sans conteste, l'Agriculture française est aux prises avec de profonds bouleversements dont l'un des effets est de déterminer la cohésion des agriculteurs dans des groupes de plus en plus importants : coopératives ou industriels dotés de dirigeants et de techniciens avertis. Les rapports entre le Vétérinaire et l'éleveur se trouvent modifiés.

Avant d'essayer d'entrevoir quelle sera l'évolution probable de notre profession, une étude succincte des traités du Marché commun et du quatrième plan s'impose pour dégager les grandes lignes de la future orientation agricole.

I. — Perspectives du Marché Commun

1° Objectifs du Marché Commun :

Le traité de Rome du 25 mars 1957 prévoit après une période transitoire de 12 à 15 ans, commençant le 1^{er} janvier 1958, la constitution d'une Communauté Economique Européenne (C.E.E.) entre six pays signataires : Allemagne, Belgique, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et France.

Cette communauté doit aboutir à l'établissement d'un Marché commun qui implique notamment entre les six pays :

— La libre circulation des marchandises par l'élimination des droits de douane intracommunautaires.

— L'établissement d'un tarif douanier extérieur commun avec les pays tiers.

— La libre circulation des personnes, des services et des capitaux.

— Une harmonisation des législations.

Notons que l'article 55 apporte une réserve importante à propos de la libre installation des personnes : En ce qui concerne le libre exercice des professions médicales et para-médicales, toutes les dispositions prises ne seront pas applicables aux emplois de l'administration publique et aux activités participant même à titre occasionnel à l'exercice de l'autorité publique. Or, le mandat sanitaire est une de ces fonctions d'autorité publique, et peut-être ce sera là un obstacle majeur à un mouvement important des Vétérinaires d'un pays à l'autre.

Les accords de Bruxelles du 14 janvier 1962 ont abouti à l'élaboration de règlements douaniers pour accéder au but de la deuxième étape. Entre autres, la date de libre établissement a été fixée pour les Vétérinaires à l'année 1967.

Jusqu'à présent, les divers textes concernant le Marché commun n'ont pas en dehors de la libre circulation des

produits et des personnes, défini de politique générale agricole, à l'échelon européen : chaque Etat reste jusqu'à présent libre d'adopter pour son propre territoire, la structure économique qu'il juge la meilleure.

2° Les productions animales et le Marché Commun :

Considérons-les, une à une :

a) les perspectives de production laitière apparaissent peu favorables en raison d'une certaine saturation des besoins en lait nature et beurre, bien que la consommation de fromage doit encore progresser.

b) par contre, il faudrait que la production de viande, de bœuf et de veau, s'accroisse dans des proportions importantes pour qu'il soit possible de réduire les importations en provenance des autres parties du monde vers le marché des six pays. A cela, s'ajoute, un accroissement régulier de la consommation de viande.

Pour l'élevage bovin de la France, le remplacement des laitières médiocres par du bétail de boucherie apparaît comme le seul remède pour améliorer la situation actuelle.

c) La production de viande de mouton et de cheval suffit aux besoins présents de la C.E.E.

d) l'élevage du porc qui n'est pas un animal méditerranéen progressera plus dans le Nord que dans le Sud. La France bien qu'elle soit le principal producteur de céréales secondaires et de lait ne verra pas cette production se développer beaucoup mais s'orienter vers l'industrialisation.

e) quant à la production de viande de volailles, les Etats-Unis d'Amérique envisagent déjà de fortes livraisons de poulets de chair aux pays de la communauté ce qui laisse apparaître combien cette production est insuffisante et que grands sont les espoirs de développement de basses-cours de type industriel en France.

La production d'œufs de consommation dans les six pays ne couvre que 90 % des besoins. Dans ce domaine, comme dans celui de la production de volailles, la France est loin de tirer pleinement profit de ses possibilités.

Dans cette récapitulation générale des productions animales, nous n'avons pas fait entrer en ligne de compte la Grande-Bretagne, grande importatrice de produits agricoles, les pays sous-alimentés du continent africain, en instance d'être plus ou moins associés à la Communauté Economique Européenne.

Donc, il est déjà possible d'envisager une grande partie des répercussions du Marché commun sur l'agriculture française, malheureusement très en retard, par rapport à bien des pays voisins. Le quatrième plan tente d'apporter une solution rapide à ces problèmes urgents.

II. — Perspectives du Quatrième Plan

Le quatrième plan s'inscrit dans la suite des plans français élaborés et exécutés depuis la deuxième guerre mondiale. Comme ceux qui le précèdent, il s'étend sur quatre ans, sa période d'exécution va du 1^{er} janvier 1962 au 31 décembre 1965.

Ses objectifs principaux concernant l'agriculture sont l'amélioration du revenu des agriculteurs et de leur condition de vie, l'atténuation des disparités régionales. Entre 1959 et 1965, une augmentation de 30 % de la production agricole est prévue. Pour stimuler la réalisation de ce programme, les économistes n'envisagent pas une augmentation notable des prix des produits agricoles, étant données les exigences de la stabilité monétaire, mais escomptent qu'elle sera rendue possible grâce à de nets progrès techniques et grâce à l'exploitation rationnelle des larges possibilités des différentes régions agricoles.

Pour atteindre ce but, toute une série de mesures a été prise :

- prospection des débouchés qui permettront l'écoulement de l'augmentation de production.

- soutien des prix agricoles grâce à une organisation des marchés facilitée par des aides budgétaires fournies au Fonds d'Orientation et de Régulation des Marchés Agricoles (F.O.R.M.A.).

- développement des industries agricoles et alimentaires ; à cet effet, les crédits d'investissements ont été doublés.

- augmentation du pouvoir économique du producteur grâce à une concentration de la mise sur le marché (groupement de producteurs).

- amélioration des structures d'entreprises par le remembrement, le regroupement d'exploitations, la constitution d'unités économiques de production (il est prévu que la population active agricole diminuera encore de 70.000 personnes par an).

- développement décentralisé de stations de recherches.

- aide accordée aux groupements d'études et de vulgarisation agricole grâce auxquels sera assurée la large diffusion des progrès techniques et économiques.

En France, 3,3 % des exploitants ont reçu une formation technique professionnelle (Allemagne 62 %, Pays-Bas 50 %).

III. — Répercussions éventuelles

La loi d'orientation agricole a prévu de définir suivant les régions les caractéristiques des exploitations viables. En France, 56 % des exploitations ne couvrent pas dix hectares de superficie. Partout où des cultures spécialisées

ne sont pas possibles, une grande partie de ces exploitations ont une étendue inférieure à la superficie minimum normalement rentable ; sans citer les exploitations de plus de vingt hectares sur certaines montagnes d'Auvergne par exemple. Il faut donc s'attendre à un regroupement en unités économiques de production, à la suppression d'un nombre important de petites exploitations. Or, il est notoire que la multiplicité de ces petits élevages, d'ailleurs trop souvent mal équipés sur le plan sanitaire et hygiénique, entraînait la multiplicité des visites des vétérinaires pour porter soins à des animaux isolés. La suppression de ces « micro exploitations » a amené une diminution notable de cette forme d'activité du Vétérinaire rural.

Par ailleurs, dans certains secteurs de la production animale, l'emprise de trusts para-agricoles, se développe de jour en jour, ce qui pourra entraîner, dans ces secteurs donnés, la suppression de l'intervention du vétérinaire rural : en effet, certaines usines de fabrications d'aliments du bétail, fournissent à l'éleveur de jeunes animaux à engraisser et les aliments nécessaires. Parvenus à l'état de croît désiré, ces animaux sont repris par ces maisons qui versent alors au paysan l'équivalent d'un salaire pour le travail fourni, et d'un loyer pour l'usage des locaux. Si jamais ces animaux viennent à être déficients, malades, le Vétérinaire de l'entreprise commerciale est envoyé sur place pour diagnostiquer et traiter l'affection en cause.

Dans certaines régions, cette forme de circuit commercial, tend à se généraliser pour l'élevage du porc charcutier et peut s'étendre à celui des volailles et du veau de boucherie. A l'avenir, le Vétérinaire rural peut donc se trouver écarté de ces secteurs de l'élevage qui seraient rentrés dans le cadre d'une « économie intégrée ».

Bien que les exploitations familiales viables soient moins rentables que ces trusts industriels, l'Etat, pour favoriser leur survie, encourage la mise en place de nouvelles coopératives, l'organisation de groupements professionnels

agricoles, la création de C.U.M.A. (Coopératives d'utilisation du matériel agricole), etc... Peu à peu l'individualisme paysan tend à céder la place à un esprit d'entreprise collective de coopération. Le jour viendra peut-être, où le Vétérinaire sera appelé pour donner une consultation dans une étable rassemblant toutes les vaches laitières d'un petit groupe d'éleveurs. Le Vétérinaire ne s'adressera plus à un client isolé, mais à un des paysans qui sera spécialisé dans l'élevage laitier et représentera le groupement.

Avec ces professionnels avertis, la médecine individuelle sera en partie remplacée par la médecine collective : le Vétérinaire sera consulté non plus pour un individu mais pour un élevage :

Les progrès zootechniques en créant des races à haut rendement donnent des animaux plus fragiles. Il naît chaque jour une pathologie plus complexe que la pathologie parasitaire, infectieuse ou chirurgicale : la pathologie de la nutrition est un domaine insoupçonné pour notre activité future.

L'état sanitaire de notre cheptel est nettement insuffisant à un double point de vue :

— à l'intérieur, il entraîne des pertes et des manques à gagner (mortalité, morbidité, saisie, diminution de production de viande, de lait, d'œuf).

— à l'extérieur, il met obstacle aux exportations génératrices de devises.

Les maladies de l'élevage (infection des nouveau-nés, infestations parasitaires massives, stérilité, brucellose, mammite) en frappant les productions en viande et en lait, appauvrissent l'ensemble des agriculteurs français d'environ un milliard d'anciens francs chaque année.

La tuberculose et la fièvre aphteuse ont infligé en 1958 un déficit d'environ trois cents millions à l'Economie

nationale. Ces chiffres montrent combien est nécessaire une surveillance permanente de l'élevage, seule capable de déceler la maladie, de la guérir ou tout au moins d'empêcher sa diffusion. Ces Vétérinaires auront à donner aux éleveurs des explications, des conseils avisés pour améliorer l'état sanitaire de leur effectif animal, pour augmenter le rendement de leur élevage. Pour aider les Vétérinaires dans l'exécution accaparante des prophylaxies et pour diminuer le prix de revient de ces interventions, un corps d'infirmiers agricoles vient d'être créé. Nous espérons vivement qu'il sera subordonné à l'art vétérinaire et qu'il ne se transformera pas en corps de médecins empiriques.

Si les vétérinaires se consacrent à l'avenir, en premier lieu, à la médecine préventive collective, ils ne devront pas cependant négliger la pathologie individuelle : le vétérinaire français devra toujours effectuer les actes d'obstétrique, traiter un animal atteint de façon accidentelle, d'une affection médicale ou chirurgicale ou d'une maladie infectieuse curable : un animal soigné peut être un animal guéri et rentrer dans le cycle de la production. L'exercice de la médecine individuelle, avec le développement de l'élevage bovin pour faire face aux besoins du Marché commun, continuera d'être une partie importante de l'activité du Vétérinaire.

Avec la mise en application des traités de la C.E.E. apparaîtra toute une série d'exigences, de conventions sanitaires pour le marché de la viande, en particulier. En France, les réformes envisagées depuis très longtemps, ne pourront plus rester à l'état de plan. Parmi ces réformes, l'une est particulièrement urgente : la suppression des tueries particulières et l'établissement d'un réseau d'abattoirs modernes.

L'inspection des produits d'origine animale sera alors réservée à des vétérinaires à temps complet ou partiel, spécialistes de cette activité. Cette réforme amènera la

suppression de l'inspection des viandes dans ces tueries, appoint financier non négligeable pour de nombreux praticiens.

Après avoir essayé d'entrevoir quelle pouvait être l'activité future du Vétérinaire rural, nous pouvons nous demander quelle structure nouvelle adoptera cette profession.

IV. — Organisation éventuelle de la profession vétérinaire

Au cours du Congrès du Syndicat national des Vétérinaires de 1962, il est apparu que la profession Vétérinaire aurait dans un avenir proche, à choisir parmi trois options :

— ou devenir salariée de collectivités agricoles ; c'est l'intégration complète par la profession agricole.

— ou devenir salariée de l'Etat et n'être qu'un exécutant de ses programmes, c'est l'étatisation pure et simple.

— ou rester une profession autonome qui collabore avec l'Etat et avec la profession agricole, au besoin dans des organismes interprofessionnels suivant les termes d'accords qui auront été conclus entre les parties : c'est la collaboration au sein d'une économie contractuelle.

Nous pensons que la profession Vétérinaire doit rester une profession libérale et qu'elle ne gagnerait rien à être soumise aux ordres, soit de l'Etat, soit de collectivités agricoles.

Cependant devant l'expansion des organismes et des groupements agricoles, elle devra abandonner son ancien caractère libéral, ne plus rester à l'abri derrière des textes légaux, mais revêtir un nouvel aspect de libéralisme adapté à l'évolution du monde agricole.

Le Vétérinaire isolé, face à un groupement industriel, à une organisation locale puissante comme le G.A.E.C. (groupement agricole d'exploitation en commun), ne pourra que succomber et être mis sous leur tutelle.

Chaque Vétérinaire est donc appelé à faire partie d'un groupement professionnel local abandonnant son individualisme surané. Certes, quelques-uns, par nostalgie, regretteront les temps anciens et tenteront de s'accrocher à l'activité isolée, traduction selon eux, de liberté individuelle.

Chaque groupement local de Vétérinaires où une entente réelle, effective, devra régner, étendra son activité sur une petite région géographique rassemblant tous les vétérinaires praticiens de cette région. Ces derniers feront tendre leurs efforts pour éviter toute tendance à la concurrence, afin de renforcer la position de la profession en face de la clientèle qui conservera son libre choix mais ne pourra plus exploiter les discordes entre confrères.

Ils mettront en place un service de garde, de dépannage en cas d'indisponibilité, de remplacement, d'aide mutuelle pour l'exécution de certaines interventions chirurgicales, pour l'étude de cas pathologiques à interprétation équivoque, ou pour la réalisation de charges de la prophylaxie.

Ainsi, ils pourront retrouver dans leur profession, une vie familiale, une vie sociale agréable, ce qu'ils ne pouvaient avoir au temps où individualisme était soi-disant synonyme de liberté.

Dans ce groupement professionnel, chaque praticien conserverait en propre l'exercice de sa clientèle. Nous pensons, en effet, que l'association totale soulève trop de difficultés que ce soit du point de vue du caractère, de l'organisation du travail, de la répartition des finances, pour que cette forme de travail puisse convenir à tous.

Certes, au cours de ces dernières années, le nombre d'associations vétérinaires a augmenté de façon étonnante, ce qui montre sa valeur. Mais, d'une part, elle n'est possible que dans les régions à forte densité de cheptel animal ; d'autre part, tous les vétérinaires ne pourront pas nécessairement supporter cette coexistence continuelle, cette collaboration à tout instant avec d'autres confrères. Le groupement vétérinaire, permettrait d'unir à la fois, vétérinaires associés et vétérinaires isolés d'une région.

Au cours de réunions professionnelles, ce petit groupe de praticiens étudierait les problèmes posés par l'exercice de la clientèle : les jeunes, grâce à leurs connaissances, proposeraient des solutions d'avant-garde, les anciens apporteraient le fruit de leur expérience. Chacun d'entre eux pourra se spécialiser dans une activité particulière ou une espèce animale. De cette façon, tout le groupe vétérinaire profiterait de la mise en commun des connaissances individuelles, et par voie de conséquence, tout l'élevage local en bénéficierait.

Un problème concernant la prophylaxie, ou l'utilisation d'un produit alimentaire, d'origine industrielle viendrait-il à être posé ? Le Délégué du service sanitaire, ou le vétérinaire employé par cette usine d'alimentation du bétail, serait alors invité pour faire connaître son point de vue. Ce dernier par exemple, exprimera son avis, tenant compte des critiques qui lui seront faites, essaiera de trouver un perfectionnement à la formule du produit alimentaire mis en cause.

Cette collaboration interprofessionnelle comprendrait, également, les groupements professionnels agricoles. Ces derniers apporteraient leurs suggestions, exposeraient leurs désirs, leurs besoins. Des conférences de vulgarisation auprès des éleveurs seraient organisées en commun ; des expérimentations réalisées dans des exploitations pilotes, rechercheraient à améliorer la valeur zootechnique, ainsi que le rendement de l'élevage local.

Le groupement vétérinaire ne pourrait-il pas exercer son activité dans le cadre d'un contrat avec une compagnie mutuelle d'assurances bétail ou, une coopérative de production animale qui, dans les régions pauvres, recevrait une aide de l'Etat ? Le Vétérinaire pourrait être intéressé à l'efficacité de son travail, en recevant des primes, inversement proportionnelles aux pertes et aux dépenses occasionnées par le soin des animaux, dans chaque exploitation, ou en percevant une très petite part des bénéfices réalisés à la suite de la vente des productions animales, par les coopératives. Des ensembles très divers de conditions pourraient être choisis par les parties contractantes.

A l'échelon départemental, l'unité syndicale de la profession vétérinaire serait plus facile à réaliser, puisqu'il n'y aurait plus une juxtaposition de vétérinaires isolés, mais des représentants de chaque groupement.

A l'échelon national, des sections syndicales représentant le groupe des Vétérinaires ruraux ou des Vétérinaires employés d'usine d'alimentation, dialogueraient d'égal à égal avec les représentants de l'Etat, d'organismes agricoles ou des industriels, pour fixer des conventions générales de collaboration et pour faire respecter la conscience professionnelle des Vétérinaires, en même temps que les intérêts de l'élevage français. Le cas échéant, les représentants nationaux régleraient les litiges qui pourraient opposer deux groupements professionnels dans une localité.

A l'échelon international, une réunion périodique de Vétérinaires européens devrait être consacrée à l'élaboration de règlements de police sanitaire, communs à tous les pays, à l'unification des méthodes prophylactiques utilisées dans la lutte des grandes maladies infectieuses (brucellose, tuberculose, mammite, peste porcine, salmonellose et mycoplasmosse aviaire).

Une qualification et une formation professionnelle identiques, seraient à trouver pour tous les pays.

Nous pensons que c'est de cette façon que les Vétérinaires seront les meilleurs auxiliaires d'une production animale de qualité.

L'avenir de la profession Vétérinaire doit donc trouver sa voie dans cette forme nouvelle de libéralisme. La formule des groupements Vétérinaires conserverait à ses membres la qualité de Vétérinaire rural ; elle respecte le sens de la responsabilité des hommes et elle permet d'établir avec les organismes agricoles et l'Etat, une efficace collaboration interprofessionnelle.

CONCLUSION

La structure traditionnellement libérale de la profession Vétérinaire risque d'être prochainement ébranlée, à la suite de l'évolution de l'agriculture moderne.

Actuellement, la nature de l'acte médical tend à se modifier et à perdre sa valeur de plusieurs façons :

— Dégradation de l'art en technique : dans la mesure où des techniques médicales de sécurité s'imposent avec un certain automatisme, dans la mesure où les consultations des animaux ne consistent que dans la répétition du diagnostic et du traitement d'une même affection pathologique, le Vétérinaire semble devenir un technicien.

— Interposition entre Vétérinaires et clients d'écrans techniques ou administratifs : examens de laboratoire, directives nationales concernant les maladies contagieuses et leur prophylaxie.

— Commercialisation de la Médecine : le Vétérinaire apparaît comme un entrepreneur de soins pour lequel l'esprit de gain remplace le désintéressement.

Par ailleurs les clientèles sont incessibles, légalement, mais en fait les cessions sont réalisées.

En conséquence, le statut juridique de notre profession sera, dans un avenir proche, modifié, peut-être contre notre gré. Le statut de notre profession libérale pourra être remplacé par celui de salariat ou de fonctionnariat.

Cependant, face aux exigences actuelles, une adaptation est encore possible pour que notre profession reste libérale :

Le Vétérinaire, garant de la santé de l'élevage, orientera son activité vers celle d'hygiéniste et de conseiller plus que vers celle de thérapeute. Avec son client, il devrait s'efforcer de maintenir le colloque singulier, le rapport vrai qui permet au client de s'exprimer, d'être renseigné. L'acte médical exigerait donc plus de temps, condition qui s'oppose à sa rentabilité : Personnellement, le Vétérinaire devrait agir selon sa conscience. Pour pouvoir agir ainsi, il ne devrait pas se voir imposer ses décisions mais conserver son indépendance. L'indépendance d'esprit n'implique pas nécessairement l'indépendance juridique et matérielle ; au contraire, l'indépendance d'esprit s'exerce plus facilement quand les problèmes matériels sont moins pressants, moins urgents ; une rémunération en partie forfaitaire pourrait éventuellement procurer cette indépendance.

Sur le plan de ses relations avec les confrères, le Vétérinaire aurait avantage à abandonner l'esprit de concurrence au profit d'un travail en équipe sous forme d'association ou mieux de groupe de travail.

Cette forme nouvelle d'exercice se traduirait également par une collaboration avec d'autres professions, non pas dans un rapport de dépendance, mais dans le souci de service à la fois à destination individuelle (sauvegarde

du cheptel des clients) et à destination publique (participation à l'économie nationale).

Cette conception placerait au premier plan notre compétence et notre faculté de servir ; elle nous obligerait à être exigeants pour nous-mêmes, mais nous permettrait de l'être vis-à-vis des autres dans la recherche du bien commun.

Vu : le Directeur de l'Ecole Nationale Vétérinaire,
R. FLORIO

VU, le Doyen :

Jean-François CIE

Le Président de la Thèse :
ROCHE

VU, et permis d'imprimer :

Lyon, le 24 Mars 1964

Le Recteur,
Président du Conseil de l'Université :
P. LOUIS

BIBLIOGRAPHIE

Revue « *Avenir* », les Techniciens dans l'industrie, octobre 1960.

BARADEL (Georges). — Aspect du Rôle social du Vétérinaire. Thèse Toulouse, 1956.

BLANCHON (Jean). — L'exercice libéral de la Profession Vétérinaire. Thèse Lyon, 1963.

BRION (A.). — Précis de Jurisprudence Vétérinaire. Editeur Vigot, 1962.

— Cahier du Travailleur Intellectuel, mars-avril 1959.

COTTEREAU (P.). — Cours magistral. Conférence lors du bicentenaire de l'Ecole Vétérinaire de Lyon, 1962. Le rôle des Vétérinaires dans les Economies Agricoles du Présent et de l'Avenir.

DUGASSE (Pierre). — Histoire des Techniques, collection : « Que Sais-je ? ».

ICHER (Lucien). — Le Vétérinaire devant le Marché Commun. Paris 1956.

LAROUSSE. — Encyclopédie 1959.

LECLAINCHE (E.). — Histoire de la Médecine Vétérinaire. Office du Livre 1936.

LINON (A.). — Essai de détermination des pertes d'animaux dans un département du Sud-Ouest. *Bulletin d'Agriculture du Sud-Ouest*, mars 1954.

MILHAU (Jules) et MONTAGNE (Roger). — L'Agriculture d'aujourd'hui et de demain. *Presse Universitaire de France*, 1961.

OURY (Bernard). — L'agriculture au seuil du Marché commun. *Presse Universitaire de France*, 1959.

ROBERT. — Dictionnaire, édition 1959.

SABATIER (J.). — Les professions libérales. Etude juridique et pratique. Thèse Doctorat, Poitiers, 1947.

PERDRIX. — *Bulletin du Syndicat national des Vétérinaires Français*, juin 1962.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	11
Historique de la Profession Vétérinaire depuis 1762	13
PREMIÈRE PARTIE. — <i>La Profession Vétérinaire est-elle une profession de Technicien ?</i>	
a) Définition de « Technicien »	19
b) Caractéristiques principales de la profession « Technicien »	20
1° Formation	20
2° Rôle	21
3° Responsabilité et position sociale	22
c) Vétérinaire rural et technicien	22
DEUXIÈME PARTIE. — <i>La Profession Vétérinaire est-elle une profession libérale ?</i>	
a) Définition de Profession libérale	26
1° Indépendance	27
2° Activité intellectuelle	27
3° Confiance	28
4° Responsabilité	28
5° Honoraires	29
b) Le Vétérinaire est-il membre de profession libérale ?	29

TROISIÈME PARTIE. — <i>L'avenir de la Profession Vétérinaire</i>	35
a) Perspective du Marché Commun	36
1° Objectif du Marché Commun	36
2° Production animale	37
b) Perspective du Quatrième Plan	38
c) Répercussions éventuelles sur l'activité du vétérinaire	39
d) Organisation future de la Profession Vétérinaire	43
CONCLUSIONS	49
BIBLIOGRAPHIE	53

